

# Conseil national de la sécurité routière

## Réunion du 1<sup>er</sup> avril 2004 Résultats de l'enquête d'opinion sur la politique menée depuis 2 ans et l'identification d'actions envisageables en matière de sécurité routière

23 mars 04

Le CNSR a souhaité disposer d'un bilan de la perception globale, par les français, de la politique menée en matière de sécurité routière au cours des deux dernières années et d'éléments sur un seuil d'acceptation concernant d'une part un renforcement des dispositions actuelles et d'autre part de nouvelles mesures.

Dans ce contexte, l'IFOP a réalisé une étude quantitative par téléphone auprès d'un échantillon national représentatif de 1007 individus. La phase de recueil de l'information a eu lieu du 1<sup>er</sup> au 6 mars 2004.

## 1. Bilan : une politique efficace et comprise

---

- Les actions et les mesures prises au cours des deux dernières années dans le cadre de la lutte contre l'insécurité routière sont considérées comme **efficaces par l'ensemble de la population** (Total efficace : 93%).

Cette perception **transcende les clivages politiques, les tranches d'âges ou encore les milieux socioprofessionnels**.

Ces mesures **répondent à une nécessité** pour la quasi-totalité de la population. Elles sont, en effet, jugées indispensables par 92% (dont 57% tout à fait).

Près d'un français sur deux (46%) considère que ces mesures relèvent **autant du répressif que de la prévention**. Toutefois, l'efficacité de ces mesures est surtout attribuée à la répression mais la prise de conscience ou la sensibilisation par la communication et l'information sont également citées.

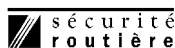
- La mise en place des **radars automatiques** et du **permis probatoire** sont les mesures saillantes de ces deux années de politique en matière de sécurité routière.

Pour plus de trois individus sur quatre, les radars automatiques participent à la baisse du nombre d'accidents et permettent également de traiter sans discrimination les délits de vitesse.

- Enfin, l'ensemble de cette politique laisse aux français le sentiment d'être **suffisamment informés** et de l'être **plus que par le passé**.

## 2. Une acceptation certaine qui doit cependant être nuancée

---



Secrétariat : Observatoire national interministériel de sécurité routière

Arche de la Défense Paroi Sud 92055 la Défense Cedex

Téléphone : 01 40 81 80 42 Télécopieur : 01 40 81 80 99

✉ : Onisr.dscr@equipement.gouv.fr

- La proportion d'individus considérant que les mesures ont été efficaces (93%) est très élevée ;
- Cependant, les trois quarts (73%) d'entre eux nuancent leurs propos en déclarant qu'elles ont été « plutôt efficaces » (vs 20% « tout à fait efficaces ») et un français sur deux tend à considérer que ces mesures sont trop sévères (53%) ou qu'elles vont trop loin (46%). La question d'une certaine saturation peut donc se poser.
- Ces réserves transparaissent en particulier concernant deux domaines sur lesquels ont porté les mesures récentes : l'alcool et la vitesse.

Si les limitations actuelles en matière d'alcool et de vitesse sont considérées comme justifiées, leur renforcement pourrait susciter, en revanche, un risque de rejet de la part de l'opinion.

- L'image des **pratiques des pouvoirs publics** conduit également à nuancer ce bilan. En effet, pour 77% des français, les pouvoirs publics (hommes politiques, force de l'ordre) **ne respectent pas le code de la route**, s'octroient tous les droits même lorsque la situation ne le justifie pas (59%).

L'attitude des forces de l'ordre lors des contrôles est également critiquée (49%) et ce, bien que le vécu des contrôles soit relativement bien perçu : les policiers, les gendarmes sont apparus respectueux (91%), courtois (85%), agréables (77%) à une grande majorité des individus ayant été contrôlés (29% de l'échantillon total).

### 3. Les perspectives : les mesures envisageables

---

- **Pour autant la conviction qu'il faut poursuivre** la lutte contre l'insécurité routière ne se dément pas : neuf individus sur dix (89%) considèrent qu'il est encore possible de réduire le nombre d'accidents.
- La poursuite de cette politique devra se traduire par des **mesures équilibrant répression et prévention**. A ce titre, le permis probatoire est bien perçu bien que le coût d'obtention du permis de conduire soit considéré comme trop élevé par 87% des français.
- **Les mesures principales attendues** concernent :
  - **La limitation de la puissance du véhicule**  
C'est la **mesure la plus attendue**. Elle est justifiée pour 68% de la population et serait efficace pour 72%. Par ailleurs, 60% citent la limitation de la puissance du véhicule pour les jeunes conducteurs comme mesure prioritaire.
  - **L'interdiction de téléphoner en conduisant**  
Elle recueille aussi un niveau d'adhésion élevé. Toutefois, la tolérance actuelle (téléphoner en utilisant une oreillette) est peu connue.
  - **Le contrôle d'aptitude à la conduite**  
Une majorité des français adhère également à ce principe mais plutôt appliqué à l'ensemble des conducteurs qu'à une catégorie précise.